

La liberté n'est pas un crime

Déclaration commune des partis et organisations libertariens en solidarité avec les libertariens persécutés de Russie (28 juillet 2026)

En ce mois de juillet, l'État russe a prétendu que les libertariens russes seraient des « agents de l'étranger ». Il existe deux Partis Libertariens en Russie, et le ministère de la Justice les a inscrits **tous les deux** à son registre : le parti présidé par Marina Matsapulina le 17 juillet, et le parti présidé par Sergueï Karnavski le 24 juillet.

Être proclamé « agent de l'étranger » dans la Russie d'aujourd'hui emporte de nombreuses conséquences. Impossible de participer aux campagnes électorales, de mener des activités d'éducation ou d'organiser des événements publics. Ce dont on n'a nul besoin, en revanche, c'est d'être réellement l'agent d'une puissance étrangère. Le ministère invoque les motifs suivants : les partis s'opposent à l'« opération militaire spéciale » (c'est-à-dire la guerre en Ukraine), critiquent les autorités russes et les élections, et comptent parmi leurs membres des personnes déjà inscrites elles-mêmes au registre des « agents de l'étranger ».

L'appartenance au parti est désormais traitée comme un délit, c'est le mouvement libertarien en tant que tel qui est mis hors la loi.

Le Parti Libertarien de Russie (fondé en 2008, scindé en deux en 2020) est l'un des plus anciens mouvements libertariens d'Europe. Bien que l'enregistrement officiel leur ait été refusé à maintes reprises, les partis ont organisé **les plus grandes manifestations pacifiques de Russie de la décennie**, présenté avec succès des candidats aux élections locales, bâti des médias et des structures indépendants, et mené des actions culturelles et éducatives pour diffuser les idées libertariennes.

Pour ce travail pacifique, les libertariens russes paient un lourd tribut. Les membres les plus actifs du mouvement vivent en **exil forcé** depuis le début de la guerre en 2022, tandis que ceux restés en Russie subissent depuis des années perquisitions coordonnées, détentions et poursuites (voir l'annexe). Le statut d'« agent de l'étranger » entraîne souvent une responsabilité pénale, et constitue fréquemment le prélude à une désignation comme organisation « indésirable » ou « extrémiste », qui criminalise la simple association avec les partis. Sous cette pression, les deux partis ont été contraints d'annoncer, après près de deux décennies de travail pacifique, la suspension de toutes leurs activités, déclarant ne plus pouvoir garantir la sécurité de leurs sympathisants en Russie.

Nous, partis et organisations libertariens soussignés, déclarons :

1. **Nous condamnons** la désignation des deux Partis Libertariens de Russie comme « agents de l'étranger ». C'est un acte de répression politique contre un mouvement pacifique pro-liberté, au titre d'une législation sur les « agents de l'étranger » qui n'est rien d'autre qu'un instrument pour faire taire la dissidence.
2. **Nous exprimons notre pleine solidarité** avec tous les libertariens persécutés de Russie, avec Marina Matsapulina, Sergueï Karnavski et tous les membres des deux partis, qu'ils soient en exil ou encore en Russie.
3. **Nous appelons nos gouvernements nationaux, la Commission européenne et les députés du Parlement européen**, en particulier la sous-commission des Droits de l'homme (DROI), à reconnaître la persécution des membres des Partis Libertariens russes comme une persécution politique au sens de la Convention de Genève de 1951, et à faciliter les visas d'asile et les voies humanitaires pour les personnes en danger.
4. **Nous réaffirmons** que défendre les libertés individuelles, le libre marché, la paix et un gouvernement constitutionnel n'est un crime ni en Russie ni nulle part ailleurs.

Quand un régime autoritaire s'attaque à un mouvement pour la liberté, il s'attaque à tous. Nous sommes aux côtés de nos collègues russes.

LIBERTY IS NOT A CRIME

Déclaration commune des partis et organisations libertariens · 28 juillet 2026

Signataires

1. **Parti Libertarien** (France) — Vadim Asadov, Président — partilibertarien.fr
2. **Partido Libertario** (Espagne) — Jorge Martin, Secrétaire général — p-lib.es
3. **Girchi** (Géorgie) — Herman Szabó, Porte-parole — girchi.com
4. **Le az Adók 75%-ával Párt** (Hongrie) — Áron Ecsenyi, Président
5. **Partido Libertario Mx** (Mexique) — Victor Hugo Becerra, Président — partidolibertario.mx
6. **Nepal Liberal Party** (Népal) — Dr. Sushil Paudel, Secrétaire général — liberal.org.np

La déclaration reste ouverte à la signature des partis et organisations libertariens : contact@partilibertarien.fr

Annexe : exemples de cas documentés de répression (liste non exhaustive)

2018 : Arrestation des organisateurs d'un rassemblement autorisé. Après une manifestation de plusieurs milliers de personnes contre la réforme des retraites, avenue Sakharov à Moscou, la police arrête le président du LPR Sergueï Boïko et les animateurs de l'événement. interfax.ru

Juillet 2019 : Arrestation dans les locaux mêmes de la mairie de Moscou. Le négociateur du LPR Mikhaïl Svetov est interpellé à la sortie du Département de la sécurité régionale de la mairie de Moscou, où il négociait l'autorisation d'un rassemblement pour l'admission des candidats indépendants. Il est immédiatement condamné à 30 jours de détention administrative. svoboda.org

Novembre – décembre 2019 : Première vague de perquisitions coordonnées. Perquisitions aux domiciles des cadres du parti — Mikhaïl Svetov, le président du LPR Sergueï Boïko, le secrétaire adjoint du comité moscovite Igor Efremov et d'autres militants — sur le fondement d'un dossier pénal prétexte (publication de 2012). Saisie de l'ensemble du matériel informatique ; interrogatoires jusqu'à 12 heures. svoboda.org · currenttime.tv · interfax.ru

Avril 2021 : Arrestations pour des tweets sur les rassemblements de soutien à Alexeï Navalny. Des membres du LPR de plus de 10 régions sont interpellés lors des rassemblements ; certains passent la nuit au commissariat. Quelques jours plus tard, Mikhaïl Svetov est arrêté 9 jours et perquisitionné pour une publication Instagram de 2019. Sergueï Boïko est arrêté, condamné à une amende et perquisitionné pour un tweet sur le rassemblement du 21 avril. Le président du LPR Boris Fedioukine est interpellé pour un tweet sur le même rassemblement. lenta.ru · meduza.io · tass.ru

Mai 2021 : Deuxième vague de perquisitions (« affaire du blocage des routes », art. 267 CP). Perquisitions chez des membres du LPR à Moscou, Krasnoïarsk et dans d'autres villes à la suite des manifestations de l'hiver 2021, visant notamment Igor Efremov et l'ancien porte-parole Alexandre Goud. novayagazeta.ru

Mars – avril 2022 : Vague massive de perquisitions sous prétexte de « terrorisme téléphonique » (art. 207). Autour des manifestations contre la guerre, raids simultanés dans des dizaines de villes sur le fondement d'alertes à la bombe anonymes attribuées sans preuve aux militants. Marina Matsapulina, membre du Comité fédéral du LPR, est perquisitionnée et placée en détention à Saint-Petersbourg, puis contrainte à l'exil à sa libération ; à Samara, Boris Fedioukine est interpellé et son matériel saisi ; à Kazan, perquisitions chez Timour Toukhvatouline et Naïlia Moulaeva ; à Ekaterinbourg, interpellation de Stanislav Jarkov. svtv.org · zona.media · novayagazeta.ru · ovd.info · svoboda.org

Répression continue des militants régionaux. Les responsables et militants des comités régionaux du LPR (Saint-Petersbourg, Ekaterinbourg, Novossibirsk, Oufa, Samara, etc.) ont fait l'objet d'arrestations administratives répétées de 5 à 30 jours pour l'organisation de piquets et la diffusion de matériels. interfax.ru

Depuis 2022 : Poursuites pénales et émigration forcée. Les poursuites pénales contre les cadres et porte-parole des partis (« discréditation » de l'armée, « fausses informations », manquements aux obligations d'« agent de l'étranger ») ont contraint la majorité de la direction et des membres actifs à quitter la Russie.

17 et 24 juillet 2026 : Les deux Partis Libertariens de Russie désignés « agents de l'étranger ». Le ministère de la Justice invoque notamment leur opposition à la guerre en Ukraine. Toute association publique avec les partis expose désormais à un risque juridique. minjust.gov.ru · svoboda.org

Juillet-août 2026 : Suspension des activités. Sous cette pression, les Partis Libertariens de Russie ont annoncé le gel de leurs activités après près de deux décennies de travail pacifique, déclarant ne plus pouvoir garantir la sécurité de leurs sympathisants. Annonces officielles : x.com/lpr_tw · t.me/lpr_tg